



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 27 juillet 2015

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre des Finances.

L'article 326 de l'Arrêté royal belge portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises du 18 juillet 1977, publié par règlement ministériel du 4 octobre 1977 (Mémorial 1977, 1868) dispose que « *[L]orsque un agent ne pourra se procurer, dans la commune où il est ou sera nommé, un logement convenable moyennant un loyer raisonnable, il pourra s'adresser au bourgmestre, afin d'obtenir, par son ordre ou intervention, une habitation suffisante sous paiement d'un loyer fixé raisonnablement [...]* ».

Dans le cadre des discussions récentes concernant les logements de service, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

- Est-ce que les Ministres disposent de statistiques concernant les demandes effectuées par les agents conformément à l'article 326 précité ?
- Est-ce que les Ministres considèrent qu'il relève de la compétence du bourgmestre d'assister les agents dans la recherche d'une habitation suffisante avec loyer raisonnable ?
- Dans l'affirmative, est-ce que les Ministres peuvent préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par habitation suffisante et/ou loyer raisonnable par région / commune ?
- En cas de réponse négative aux questions précitées, les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il y a lieu d'abroger l'article 326 précité ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Léon Gloden
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

21 AOÛT 2015

Monsieur Fernand ETGEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement
Service Central de Législation
43, blvd Roosevelt
L-2450 Luxembourg

**Concerne : Question parlementaire n°1321 du 27 juillet 2015 de Monsieur le
Député Léon Gloden concernant les logements de service de
l'Administration des Douanes et Accises**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question parlementaire sous rubrique. La version électronique a été transmise à vos services par voie de courriel.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur



Dan Kersch

Réponse commune de Monsieur le Ministre Dan Kersch et de Monsieur le Ministre Pierre Gramegna à la question parlementaire n°1321 de Monsieur le Député Léon Gloden du 27 juillet 2015 concernant les logements de service de l'Administration des Douanes et Accises

L'article 326 de l'Arrêté royal belge portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises du 18 juillet 1977, publié par règlement ministériel du 4 octobre 1977 trouve son origine dans l'obligation de résidence imposée jadis aux fonctionnaires de l'Etat et donc également aux fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises.

Ainsi, d'un point de vue historique, l'article 5 de la loi du 8 mai 1872 concernant les droits et les devoirs des fonctionnaires de l'Etat - texte encore d'application au moment de la publication de la Loi générale des douanes et accises du 18 juillet 1977, donc 105 ans plus tard - disposait que *« Tout fonctionnaire est tenu de résider, sans interruption, dans le lieu qui lui est assigné pour l'exercice de ses fonctions, à moins d'en avoir obtenu dispense. La dispense ne peut être accordée que dans le cas où le service n'en souffre pas. Elle est toujours révocable. »*

Ce principe de résidence, bien que moins restrictif, était repris par l'ancien article 13 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat: *« Sans préjudice des dispositions légales prescrivant un domicile déterminé, le fonctionnaire est tenu de résider au lieu qui lui est assigné pour l'exercice de ses fonctions ou à une distance de celui-ci qui ne lui l'empêche pas d'accomplir ses fonctions normalement. Toutefois la prise de résidence à l'étranger est soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement en conseil, lorsque le lieu assigné au fonctionnaire pour l'exercice de ses fonctions, est situé au Grand-Duché. Cette autorisation est révocable. »*

Par la loi du 19 mai 2003 modifiant la loi relative au statut général des fonctionnaires de l'Etat, l'article 13 a été modifié en ce sens que, d'une part, le fonctionnaire n'est plus tenu de résider au lieu qui lui est assigné pour l'exercice de ses fonctions et d'autre part, la résidence à l'étranger n'est plus soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement en Conseil, le principe du lieu de résidence à une certaine distance du lieu de travail restant d'application: *« Sans préjudice des dispositions légales prescrivant un domicile déterminé, le fonctionnaire est tenu de résider à un lieu qui se situe à une distance de son lieu de travail ne l'empêchant pas d'accomplir ses fonctions normalement. »*

Jadis, le fonctionnaire des douanes et accises affecté à un poste-frontière, travaillant par équipe, était donc contraint de résider au lieu qui lui était assigné, raison de l'existence de l'article 326 de l'Arrêté royal belge précité :

«Lorsqu'un agent ne pourra se procurer, dans la commune où il est ou sera nommé, un logement convenable moyennant un loyer raisonnable, il pourra s'adresser au bourgmestre, afin d'obtenir, par son ordre ou intervention, une habitation suffisante, sous paiement d'un loyer fixé raisonnablement. Les gouverneurs des provinces veilleront à ce qu'il soit promptement fait droit aux demandes de cette espèce par les bourgmestres.»

Faute de moyens de communication avancés, le bourgmestre était en effet l'intermédiaire privilégié des fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises pour la location d'une habitation suffisante, habitation qui consistait en règle générale en une chambre privée auprès d'une famille localisée aux alentours d'un poste-frontière.

Or, à l'heure actuelle, il est évident que suite à l'abolition des postes-frontières et la possibilité de résider à un lieu qui se situe à une certaine distance du lieu de travail, les dispositions de l'article 326 précité sont devenues obsolètes, voire sans objet en l'absence d'obligation de résidence dans la commune du lieu de travail.

S'agissant d'un texte commun avec les autorités belges, il est prévu de proposer lors d'une prochaine modification de la Loi générale, soit d'adapter, soit d'abroger l'article 326 en question.